



ASSEMBLÉE
NATIONALE

GROUPE D'ETUDES PARLEMENTAIRE
SUR LA LONGEVITE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

**Compte rendu de la réunion
du mardi 7 décembre 2010**

Ordre du jour :

« Développement durable et longévité : un même combat ? »

par M. Henri LERIDON

Démographe
Membre de l'Académie des Sciences,
Professeur au Collège de France,
Directeur de recherche à l'Institut National d'Études Démographiques



GROUPE D'ETUDES PARLEMENTAIRE
SUR LA LONGEVITE

INTERVENTION DE M. HENRI LERIDON

Henri Léridon s'interroge, en introduction, sur la compatibilité entre le développement durable et la longévité. En effet, le développement durable s'impose à nous pour deux raisons principales : les ressources naturelles de toutes sortes sont limitées et notre mode de développement actuel cause de nombreux dégâts à l'environnement. Or la croissance démographique impactant ces deux volets, il semblerait souhaitable de la freiner.

De ce point de vue, l'accroissement de la longévité ne va pas dans le bon sens, spécialement dans les pays en développement où les gains d'espérance de vie peuvent être très rapides dans les prochaines décennies. Quel que soit son âge, chaque individu est un consommateur et un pollueur.

La longévité serait-elle donc un obstacle au développement durable ?

Après quelques observations d'ordre général, Henri Léridon examine successivement :

- **le rôle de la variable démographique dans le développement durable, puis**
- **la tendance démographique forte que représente l'allongement de la vie.**

Le développement durable se justifie par le caractère limité des ressources naturelles (énergie, matières premières et produits agricoles). Il vise à modérer les dégâts causés à l'environnement par les activités économiques, de production et de consommation. Il s'appuie sur l'idée de favoriser une croissance économique « douce », économe en matières premières, peu polluante, basée sur le développement de services ou de productions à haute valeur ajoutée.



ASSEMBLÉE
NATIONALE

GROUPE D'ETUDES PARLEMENTAIRE
SUR LA LONGEVITE

I. Quel est le rôle de la variable démographique dans le développement durable ?

Les consommations de tout type (énergie, produits manufacturés, produits alimentaires...) sont en grande partie proportionnelles à l'effectif de la population. D'où la position de certains écologistes qui estiment que plus la population sera réduite, mieux la planète se portera. Nous sommes aujourd'hui presque 7 milliards d'individus sur terre, les projections à 9 milliards établies par les Nations Unies sur lesquelles tout le monde s'accorde, sont impossibles pour une partie des écologistes.

Cette proportionnalité peut être néanmoins modérée par plusieurs facteurs. En effet, les modes de consommation et de production varient en fonction de l'âge. Les besoins nutritionnels augmentent jusque vers 18-25 ans puis diminuent après 60 ans. Mais cet effet sur la demande alimentaire reste modeste.

II. L'allongement de la vie qui est une tendance démographique forte est –il favorable ou non au développement durable ?

1. L'accroissement de l'espérance de vie, en étant un facteur d'augmentation de la croissance démographique, irait à l'encontre d'un bon développement durable.

Henri Léridon présente des données chiffrées sur les effets de la baisse de la mortalité sur l'évolution des populations:

- projections des Nations Unies établies en 2008 : Si l'espérance de vie restait bloquée à son niveau de 2000, soit 65 ans, au lieu d'augmenter jusqu'à 76 ans, on compterait en 2050 un milliard d'habitants en moins par rapport au scénario « central » (8.1 milliards au lieu de 9.1). La hausse de la population entre 2000 (6.1 milliards d'habitants) et 2050 serait donc de 33 % au lieu de 50%. On peut donc dire que l'accroissement de la longévité pèse sur l'évolution démographique mondiale.



ASSEMBLÉE
NATIONALE

GROUPE D'ETUDES PARLEMENTAIRE
SUR LA LONGEVITE

- projections en France établies en 1994 : à mortalité constante, la population entre 2000 et 2050 diminuerait en passant de 59.4 millions à 58.1.

Le proportion des plus de 65 ans passera, entre 2000 et 2050, de 16 à 29%, les 13 points de hausse se répartissant approximativement en :

- 5 points dus aux évolutions passées notamment la baisse de la fécondité

- 2 points dus aux effets du baby boom, 6 points dus à la baisse prévue de la mortalité après 60 ans

- 6 points dus à la baisse de mortalité (après 60 ans)

2. Les pollutions diverses, qui caractérisent un développement « non durable », impactent la santé, ceci à tous les âges de la vie.

La réduction des pollutions environnementales (dans l'air, l'eau, les aliments) qui sont génératrices de maladies, contribuerait à réduire la mortalité. Elle fait partie des objectifs de la Stratégie nationale de développement durable (défi n° 7 : santé publique, prévention et gestion des risques). Les enjeux sont ceux du bien être et de la réduction des inégalités, la contribution à l'accroissement de la population n'en étant qu'une conséquence secondaire.

Mais l'impact des pollutions sur les maladies reste un sujet controversé, certains épidémiologistes considérant que l'on n'a encore pas assez de preuves d'éventuels effets cancérigènes.

3. Les personnes âgées, en majorité sans activité professionnelle, ne contribuent plus au système productif et aux pollutions engendrées, ni au développement des technologies nouvelles, mais continuent d'être des consommateurs au pouvoir d'achat non négligeable.

En 2008, le niveau de vie moyen d'une personne appartenant à un ménage dont la personne de référence a au moins 65 ans est quasi identique à celui des autres ménages.



ASSEMBLÉE
NATIONALE

GROUPE D'ETUDES PARLEMENTAIRE
SUR LA LONGEVITE

La structure des dépenses montre que les ménages composant de personnes d'au moins 65 ans consomment davantage de produits alimentaires, de services médicaux et de services divers. Ils consomment moins en transports.

Ils sont moins équipés en fours à micro ondes, en voitures, en téléphones portables, en micro-ordinateurs, en liaison internet.

Henri Leridon rappelle également que la France se caractérise par un taux d'activité des 55-64 ans particulièrement bas. Ce problème a été pointé dans la Stratégie nationale de développement durable qui est favorable à une augmentation du taux d'activité des plus de 55 ans, ce qui par contribuerait à l'équilibre du régime des retraites.

4. Les personnes âgées sont des consommateurs de soins plus coûteux que les plus jeunes.

Une personne de 60 ans consomme 2 fois plus qu'un adulte entre 20 et 40 ans, une personne de 70 ans 3 fois plus.

De 1992 à 2000, les consommations de santé ont augmenté de 50 %, les personnes âgées n'y contribuant pas plus que les autres tranches d'âge. La croissance des dépenses de santé est en effet beaucoup plus rapide que celle de la population âgée : la part plus de 65 ans n'a augmenté que de 1.6 point sur ces 8 ans alors que l'augmentation est de plus 50 % à tous les âges.

5. Les personnes âgées seraient-elles plus sensibles aux problèmes écologiques que les plus jeunes ?

Les données d'enquête disponibles selon l'âge sont peu nombreuses. En 1999, 72 % des Français se disaient « tout à fait d'accord » ou « plutôt d'accord » avec l'idée qu'il faut ralentir le progrès technique pour mieux préserver l'environnement.

(données du CREDOC), les personnes âgées accordant plus d'importance à l'intervention des pouvoirs publics pour la préservation de l'environnement plutôt qu'aux décisions individuelles.



ASSEMBLÉE
NATIONALE

GROUPE D'ETUDES PARLEMENTAIRE
SUR LA LONGEVITE

ECHANGES AVEC LES PERSONNES INVITEES

Le professeur Forette constatant qu'on ne peut pas baisser l'espérance de vie de façon arbitraire, l'accroissement de la longévité est donc inévitable. Elle se demande ce qui va donc se passer.

Henri Léridon indique que si la terre ne peut pas accueillir les 9 milliards d'individus prévue en 2050, seule une succession de catastrophes telles que guerres, famines, catastrophes naturelles éliminerait des millions de personnes. (hypothèses du Club de Rome).

Il précise que tous les pays ont amorcé leur baisse démographique sauf une dizaine de pays en Afrique qui représentent un volume démographique faible dans l'évolution mondiale. La transition démographique est ainsi amorcée dans tous les pays depuis plus ou moins de temps (depuis un siècle pour la France).

Christiane Collange évoque la situation de la Chine.

Henri Léridon reconnaît que les chiffres pour la Chine sont bien mystérieux. Néanmoins la Chine ne devrait pas contribuer à une reprise de la fécondité. En revanche, l'Inde, malgré les différences entre les Etats, va contribuer à l'augmentation de la population mondiale.

Sur la question de savoir si l'augmentation du niveau de vie fait baisser la fécondité, Henri Léridon précise qu'il y a débat. Au Niger qui présente un record démographique, où la population est jeune et sans formation, la croissance ne pourra favoriser une baisse démographique.

Le Docteur Brieu souligne qu'en Russie, la population diminue, l'espérance de vie diminue et la fécondité diminue. Ce phénomène silencieux n'est pas dû à la succession de catastrophes évoquée plus haut.



ASSEMBLÉE
NATIONALE

GROUPE D'ETUDES PARLEMENTAIRE
SUR LA LONGEVITE

Henri Léridon considère que, bien que les projections soient difficiles, il n'y a pas de raison de penser que la fécondité augmentera après 2050, et la population atteindra un palier. Mais ce chiffre de 9 milliards peut être atteint en 2050 : notre dépendance au pétrole peut diminuer en changeant progressivement nos comportements, on peut nourrir 9 milliards d'individus en baissant la ration calorique, sachant que les plus de 60 ans seront 30 % en 2050.

La dernière question de Liliane Laplaine porte sur l'information à donner aux pays les plus pauvres.

Henri Léridon considère qu'il y a plus intérêt dans ces pays à améliorer le statut de femmes et la scolarisation plutôt qu'à encourager les gouvernements à sensibiliser la population sur les problèmes démographiques en adoptant des programmes de contrôle des naissances. L'éducation est selon lui la variable clé.